

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 septembre 2014
Français
Original : arabe

Lettre datée du 16 septembre 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies

En ma qualité de Président du Groupe des États arabes pour le mois de septembre 2014, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la résolution 7808 intitulée « Occupation par la République islamique d'Iran des trois îles arabes du golfe Arabe appartenant aux Émirats arabes unis : la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa », que le Conseil de la Ligue des États arabes a adoptée le 7 septembre 2014 à l'occasion de sa cent quarante-deuxième session ordinaire tenue au Caire au niveau ministériel (voir annexe).

Nous appelons votre attention sur le paragraphe 12 de la résolution, dans laquelle le Conseil de la Ligue demande au Secrétaire général de l'ONU et à la Présidente du Conseil de bien vouloir, au vu de son importance, conserver l'affaire à l'ordre du jour des questions dont le Conseil est saisi, jusqu'à ce que l'Iran mette un terme à son occupation des trois îles arabes et que les Émirats arabes unis recouvrent pleinement leur souveraineté sur celles-ci.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,
Président du Groupe des États arabes
pour le mois de septembre 2014
(Signé) Ibrahim O. A. **Dabbashi**



**Annexe à la lettre datée du 16 septembre 2014 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Occupation par la République islamique d'Iran des trois îles arabes
du golfe Arabique appartenant aux Émirats arabes unis :
la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa**

Le Conseil de la Ligue des États arabes, réuni au niveau ministériel,

Ayant examiné :

La note du Secrétariat,

Le rapport sur les activités intersessions du Secrétariat,

Les recommandations de la Commission des affaires politiques,

S'inspirant des résolutions émanant des précédents sommets, dont la dernière en date est la résolution 510 du 28 mars 2010, adoptée à l'issue du Sommet de Syrte (vingt-deuxième session ordinaire) au sujet de l'occupation par l'Iran des trois îles arabes dans le golfe Arabique, à savoir la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa, qui appartiennent aux Émirats arabes unis,

Rappelant ses communiqués et ses résolutions antérieures sur la question, dont la plus récente est la résolution 7741 (cent quarante et unième session ordinaire) du 9 mars 2014,

1. Réaffirme sans réserve la pleine souveraineté des Émirats arabes unis sur les trois îles de la Grande-Tumb, de la Petite-Tumb et d'Abou Moussa lui appartenant et appuie l'ensemble des mesures et des moyens pacifiques auxquels les Émirats arabes unis ont recours pour rétablir leur souveraineté sur les îles occupées;

2. Dénonce l'obstination du Gouvernement iranien à vouloir consacrer son occupation des trois îles et à violer la souveraineté des Émirats arabes unis, ce qui compromet la sécurité et la stabilité régionales et représente une menace contre la paix et la sécurité internationales;

3. Condamne la construction par le Gouvernement iranien de logements résidentiels destinés à accueillir des Iraniens sur les trois îles occupées appartenant aux Émirats arabes unis;

4. Condamne également les manœuvres de l'armée iranienne sur les trois îles occupées de la Grande-Tumb, de la Petite-Tumb et d'Abou Moussa, ainsi que dans les eaux territoriales, l'espace aérien, sur le plateau continental et dans la zone économique exclusive des trois îles, qui font partie intégrante des Émirats arabes unis, et demande à l'Iran de mettre un terme à ces violations et provocations qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures d'un État indépendant et souverain, minent la confiance, font peser une menace sur la sécurité et la stabilité dans la région et mettent en péril la sécurité de la navigation régionale et internationale dans le golfe Arabique;

5. Condamne en outre l'ouverture, par l'Iran, de deux bureaux dans l'île d'Abou Moussa appartenant aux Émirats arabes unis et lui demande de démanteler ces installations illégales et de respecter la souveraineté territoriale des Émirats arabes unis;

6. Dénonce et condamne la visite d'inspection que les membres de la Commission de la sécurité nationale et des relations extérieures de l'Assemblée consultative iranienne comptent effectuer dans les îles occupées appartenant aux Émirats arabes unis, à savoir la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa, ce qui porterait atteinte à la souveraineté territoriale des Émirats arabes unis et torpillerait les tentatives de parvenir à un règlement pacifique, et demande à l'Iran de s'abstenir de prendre des mesures de provocation de ce type;

7. Félicite les Émirats arabes unis de la démarche qu'ils ont entreprise auprès de la République islamique d'Iran en vue d'un règlement juste et global de la question des trois îles occupées, à savoir la Grande-Tumb, la Petite-Tumb et Abou Moussa;

8. Exhorte de nouveau le Gouvernement iranien à cesser d'occuper les trois îles appartenant aux Émirats arabes unis, à s'abstenir d'imposer le statu quo par la force, à mettre un terme à la construction de logements sur ces trois îles pour en modifier la composition démographique, à abroger toutes les mesures prises et à retirer toutes les installations construites unilatéralement sur les trois îles arabes, dans la mesure où ces dispositions et prétentions sont nulles et non avenues, n'ont aucun effet juridique, ne remettent pas en cause le droit inaliénable des Émirats arabes unis à ces trois îles et sont incompatibles avec les dispositions du droit international et de la Convention de Genève de 1949, et demande instamment au Gouvernement iranien de régler pacifiquement ce différend dans le respect des principes du droit international, notamment en acceptant le renvoi de la question devant la Cour internationale de Justice;

9. Exprime l'espoir que la République islamique d'Iran reviendra sur sa position, qui consiste à refuser tout règlement pacifique de la question des trois îles occupées appartenant aux Émirats arabes unis, tant par la voie de négociations directes et sérieuses que par la saisine de la Cour internationale de Justice;

10. Demande à l'Iran de traduire concrètement, tant en paroles qu'en actes, sa volonté déclarée d'améliorer ses relations avec les États arabes, d'engager le dialogue et d'apaiser les tensions, en répondant favorablement et franchement aux appels sérieux et sincères lancés par le Président des Émirats arabes unis, S. A. le cheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, ainsi que par les pays membres du Conseil de coopération du Golfe, les États arabes, les organisations internationales, les pays amis et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en vue de résoudre pacifiquement le différend portant sur les trois îles occupées, dans le respect des coutumes, des instruments et des règles du droit international, par la voie de négociations directes et sérieuses ou de la saisine de la Cour internationale de Justice, ce qui permettrait d'instaurer la confiance et de renforcer la sécurité et la stabilité dans la région du golfe Arabique;

11. Déclare que tous les États arabes s'engagent, dans leurs relations avec l'Iran, à soulever la question des trois îles occupées par ce pays et à réaffirmer la nécessité de mettre fin à cette occupation dans la mesure où il s'agit de territoires arabes occupés;

12. Informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et la Présidente du Conseil de sécurité des Nations Unies qu'il importe de conserver cette affaire sur la liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi, jusqu'à ce que

l'Iran mette un terme à l'occupation de ces trois îles arabes et que les Émirats arabes unis recouvrent leur pleine souveraineté sur celles-ci;

13. Prie le Secrétaire général de donner suite à la question et de lui présenter un rapport à sa prochaine session ordinaire.

(Résolution 7808, adoptée le 7 septembre 2014 à la 3^e séance de la cent quarante-deuxième session ordinaire).
